

***Die Linke*, le nouveau parti de gauche allemand**

Michael Brie, directeur de la Fondation Rosa Luxemburg

Chapô : Le parti du socialisme démocratique, héritier de l'ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est, était jusqu'à une époque récente la seule formation à la gauche du parti social-démocrate. Mais il existait très peu dans l'ouest du pays. Tout a changé avec la montée des luttes liées à la politique du gouvernement Schröder. Le parti *Die Linke* est le résultat de cette effervescence. Il vient d'entrer dans un quatrième parlement régional de l'ouest, à Hambourg. Michael Brie, directeur de la Fondation Rosa Luxemburg de Berlin, analyse ici les conditions de l'émergence de ce parti, qui a d'ores et déjà changé le paysage politique allemand.

Une chose était claire quand le parti *Die Linke* a été créé le 16 juin 2007 : il allait constituer une force dans le système politique allemand. « Nous sommes venus pour rester », comme l'a dit Lothar Bisky, un des deux présidents du nouveau parti, avec Oskar Lafontaine. Quelles sont les chances de ce parti de changer les rapports de force et l'orientation politique en Allemagne ? Michaël Brie relate ici les circonstances de la création du nouveau parti et propose quelques réflexions sur la possibilité d'une alternative de centre/gauche¹ et de réformes alternatives.

La naissance du parti *Die Linke* en Allemagne

On peut relever trois sources : les larges cercles de la population cherchant des alternatives au néolibéralisme (mouvements sociaux, syndicalistes...) ; le parti du socialisme démocratique (PDS) ; la WASG, alternative électorale pour le travail et la justice sociale

La population commence à se défendre

Au cours de l'âge d'or des années 1970, le monde de l'ancienne République fédérale semblait encore en ordre. Pendant longtemps, le SPD² a été capable d'intégrer, par des réformes sociales et démocratiques, une grande partie des revendications de 1968. Ces temps sont révolus. Les résultats de la politique actuelle – un chômage durable et de haut niveau, une insécurité croissante et l'exclusion sociale, la misère de l'éducation, le coût croissant de l'accès aux besoins de base comme la santé – sont en contradiction avec les promesses faites par les élites et avec les attentes de la population. La confiance dans la capacité des partis de régler les problèmes a disparu.

¹ (note du traducteur) Nous utilisons cette graphie car, comme le montre la suite de l'article, il s'agit dans l'esprit de l'auteur d'une coalition sociaux-démocrates/verts/*Die Linke*, ce qui est différent de la notion homonyme ordinairement utilisée en France.

² (note du traducteur) Parti social-démocrate d'Allemagne, créé en 1946. Son programme incluait à l'origine nationalisations et réformes agraires, références abandonnées en 1959 au Congrès de Bad Godesberg, souvent évoqué. Le SPD se considéra à partir de là comme un parti du peuple et non plus comme un parti ouvrier. Il arrivera au pouvoir en 1966, mais dans le cadre d'une grande coalition avec les démocrates-chrétiens et les libéraux. Il sera en position dominante de 1972 à 1982, puis, de nouveau, entre 1998 et 2005, après seize ans de gouvernement Kohl, avec Gerhard Schröder.

La différence entre la population et les élites n'est pas seulement une question de compétences. Il s'est créé un conflit fondamental entre les valeurs et les représentations de la majorité de la population d'un côté et les visées néolibérales de la plupart des élites qui gouvernent.

La population a réagi au cours de la dernière décennie à travers les élections. L'abstention si souvent déplorée a été un de ses outils. Chacun des partis de gouvernement y a perdu parce que leurs électeurs ne sont tout simplement pas retournés aux urnes.

Dans le même temps, beaucoup d'électeurs ont commencé à changer de camp. Ce qu'ils exprimaient ainsi était moins un choix politique, avec lequel ils se seraient identifiés – ce choix n'était pas proposé – que le désaveu de ceux qui étaient au pouvoir et qu'ils mettaient ainsi sous pression. Le bulletin de vote devenait un moyen de protester. On votait pour ceux qui ne faisaient pas partie de l'*Establishment*.

Beaucoup ont adopté une troisième modalité pour exprimer leur désaccord. Depuis l'année 2003, il y a eu un grand nombre de manifestations, souvent massives. Des millions de personnes sont descendues dans la rue contre la guerre, les réformes néolibérales et les reculs de la démocratie.

Mais la vague la plus importante est venue de façon inattendue et spontanée. Ni les partis, ni les syndicats, ni les mouvements sociaux connus n'ont été parmi les organisateurs, mais les personnes touchées elles-mêmes. Ce furent les manifestations du lundi de l'été et de l'automne 2004 contre ce qu'on a appelé la réforme Hartz-IV³, qui a réduit beaucoup de personnes à la pauvreté.

Les manifestations ont été marquées par la colère et l'humour⁴ qui rappelaient celles de 1989 ayant provoqué la chute du régime communiste en RDA. « Nous prenons les choses nous-mêmes en main – pas seulement Hartz-IV » ; « La pension de base pour Schröder et consorts – pour cause d'humiliation des perdants » ; « Une supplique à la CDU⁵ : faites de Schröder un membre d'honneur » ; « Du marché du travail au marché des esclaves » ; « Qui a trahi les chômeurs ? La direction des sociaux-démocrates » pouvait-on lire sur les banderoles fabriquées de façon artisanale.

Le Parti du socialisme démocratique (PDS) en Allemagne de l'Est

En Europe, il n'est pas inhabituel de voir un parti communiste ou même un ancien « parti officiel » se transformer en force de gauche moderne⁶. En Allemagne, le processus s'est révélé particulièrement difficile. Issu du SED⁷, le PDS existait seulement dans une petite partie du pays, les nouveaux *Länder*. Le SED avait soutenu la séparation de l'Allemagne et la construction du mur. Or, la majorité des Allemands de l'Ouest rendaient et rendent toujours l'Union soviétique et la RDA responsables de la guerre froide et de la dictature. Comment le

³ (note du traducteur) La loi Hartz IV est la quatrième étape de la réforme du marché du travail menée en Allemagne par le gouvernement Schröder de 2003 à 2005. C'est l'aspect le plus controversé de ces réformes. Hartz IV a donné lieu à plusieurs semaines de manifestations hebdomadaires à la fin de l'été 2004, surtout à l'est du pays. La mesure la plus importante de cette réforme est la réduction des indemnités versées aux chômeurs de longue durée qui refuseraient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification ; de plus ces chômeurs pourraient être embauchés à des salaires inférieurs (1€/heure) à la convention collective du secteur.

⁴ (note du traducteur) La plupart des slogans qui suivent comportent des rimes, qui font leur saveur. Ce qui n'apparaît malheureusement pas dans la traduction.

⁵ (note du traducteur) Parti démocrate-chrétien qui, avec sa branche bavaroise (CSU-Union chrétienne-sociale), a le plus souvent gouverné l'Allemagne de l'Ouest puis l'Allemagne réunifiée depuis 1945.

⁶ Cf. Michael Brie, Cornelia Hildebrandt, *Für ein anderes Europa. Linksparteien im Aufbruch*. Berlin, Karl Dietz Verlag, 2005.

⁷ (note du traducteur) Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED) fut le principal parti politique de la République démocratique allemande (RDA). Il était issu de la fusion, en RDA en 1946, du Parti social-démocrate (SPD) et du Parti communiste (KPD). Il a été renommé Parti du socialisme démocratique (*Partei der demokratischen Sozialismus*, PDS) en 1989.

PDS, héritier du SED, a-t-il pu, dans ces conditions, devenir un parti influent à l'est de l'Allemagne ?

Les conflits entre Allemands de l'Est et élites politiques de l'Allemagne de l'Ouest sont apparus dès le départ à cause de l'opposition entre justice sociale et droits fondamentaux d'une part, la volonté d'imposer des marchés fortement monopolistiques et le pouvoir des grandes entreprises d'autre part. Les luttes, individuelles et collectives, des Allemands de l'Est pour garder les entreprises, les emplois, les retraites, la terre et les terrains, les immeubles et les logements, visaient davantage de sécurité sociale et d'autonomie de décision. Elles étaient aussi comprises de plus en plus, à partir de l'expérience contradictoire avec et dans la RDA, comme des conséquences de la contradiction entre les idéaux socialistes et la réalité du capitalisme. Cela a permis au PDS de faire le lien entre la revendication de politiques prenant en compte les intérêts des Allemands de l'Est et l'idée de socialisme démocratique.

Mais la réunification du pays a transformé la société et le PDS est entré en crise. Il lui était impossible de prendre racine à l'Ouest. Une rénovation fut entreprise avec de grandes difficultés. Elle a conduit à l'adoption d'un nouveau programme en octobre 2003. Les objectifs stratégiques étaient formulés ainsi : « Le PDS veut être une composante d'une alliance large, s'opposant aux politiques visant l'entente des forces économiques au détriment des milieux économiquement défavorisés. Nous cherchons à surmonter l'hégémonie spirituelle et politique de l'idéologie et des politiques néolibérales en Allemagne et dans l'Union européenne. Nous voulons établir de façon durable la politique socialiste comme un projet politique autonome et conscient, afin que des alternatives tournées vers l'avenir, démocratiques, sociales et écologiques, puissent être mises en œuvre. Comme parti socialiste, nous sommes prêts à contribuer à une alliance durable du centre et de la gauche, afin d'agir pour de tels changements ». Mais Le PDS ne pouvait pas relever ce défi avec ses seules forces. La fondation d'un nouveau parti de gauche à l'Ouest lui a donné une nouvelle chance.

Le parti Alternative électorale et justice sociale (WASG)

Trois facteurs ont conduit, en 2004, à la création, à côté du PDS, d'un nouveau parti de gauche en Allemagne : la crise du SPD, la nouvelle orientation des syndicats et la faiblesse du PDS en Allemagne de l'Ouest. Durant les années où il était au gouvernement, le SPD a perdu le tiers de ses membres, sa direction a gouverné contre la majorité de ceux-ci et de son électorat, en particulier ceux qui étaient proches des syndicats. Ces derniers avaient perdu, du fait de la politique gouvernementale néolibérale, leur principal partenaire politique. Et le PDS ne pouvait pas attirer les forces déçues par le SPD.

Cela a constitué l'étincelle initiale pour la WASG. L'alternative électorale était un creuset rassemblant des intellectuels de gauche, des scientifiques, des journalistes, proches des syndicats, avec une expérience chez les Verts, le SPD mais aussi le PDS de l'Ouest. Des forces de l'IG Metall⁸ de l'Allemagne du Sud ont joué un rôle important. La création de la WASG était une réaction contre les contre-réformes néolibérales des partis dominants. Avec l'accord tacite d'une partie des directions syndicales, des cadres syndicaux intermédiaires ont cherché une possibilité de casser la position de monopole que le SPD occupait dans le champ politique.

Un nouveau parti apparaît, les élections fédérales de 2005

Lorsqu'après une nouvelle défaite dans une élection régionale, Gerhard Schröder a entamé en mai 2005 une fuite en avant en provoquant des élections anticipées au *Bundestag*, le calcul

⁸ (note du traducteur) Syndicat de la métallurgie, une des principales fédérations du DGB, la confédération syndicale allemande.

visait en partie à rendre impossible, en la privant du temps nécessaire, la formation d'un parti alternatif de gauche avant les élections. Mais c'est le contraire qui se produisit. Alors que pour les élections régionales du printemps 2005, le PDS et la WASG étaient encore en concurrence et avaient échoué nettement devant l'obstacle des 5%⁹ au printemps 2005, ils réussirent à former une alliance électorale en septembre 2005, sur les listes du PDS rebaptisées

Linkspartei-PDS.

Une des clés du succès a été la candidature d'Oskar Lafontaine, l'ancien président du SPD, et Gregor Gysi, le dirigeant incontesté du PDS. Le résultat du scrutin – 8,7 % – fut significatif. Une majorité du centre et de la gauche était arithmétiquement possible, mais aussi bien le SPD que la *Linkspartei* la refusèrent.

Au printemps 2007, le PDS et la WASG ont juridiquement conclu l'unification déjà réalisée au *Bundestag* depuis 2005. Oskar Lafontaine et Lothar Bisky (jusque-là président du PDS) sont devenus co-présidents. Des statuts et des repères programmatiques ont été adoptés. Dans les sondages, le nouveau parti, *Die Linke*, atteint plus de 10% sur l'ensemble du pays, 5% dans presque tous les *Länder* de l'Ouest. Il est entré pour la première fois dans un parlement d'un *Land* de l'Ouest à Brême avec 8% des voix et atteint entre 25 et 30% dans les *Länder* de l'Est¹⁰. Il s'est établi durablement dans le paysage politique de la République fédérale.

Le document programmatique fondamental de *Die Linke* a fixé les objectifs stratégiques suivants :

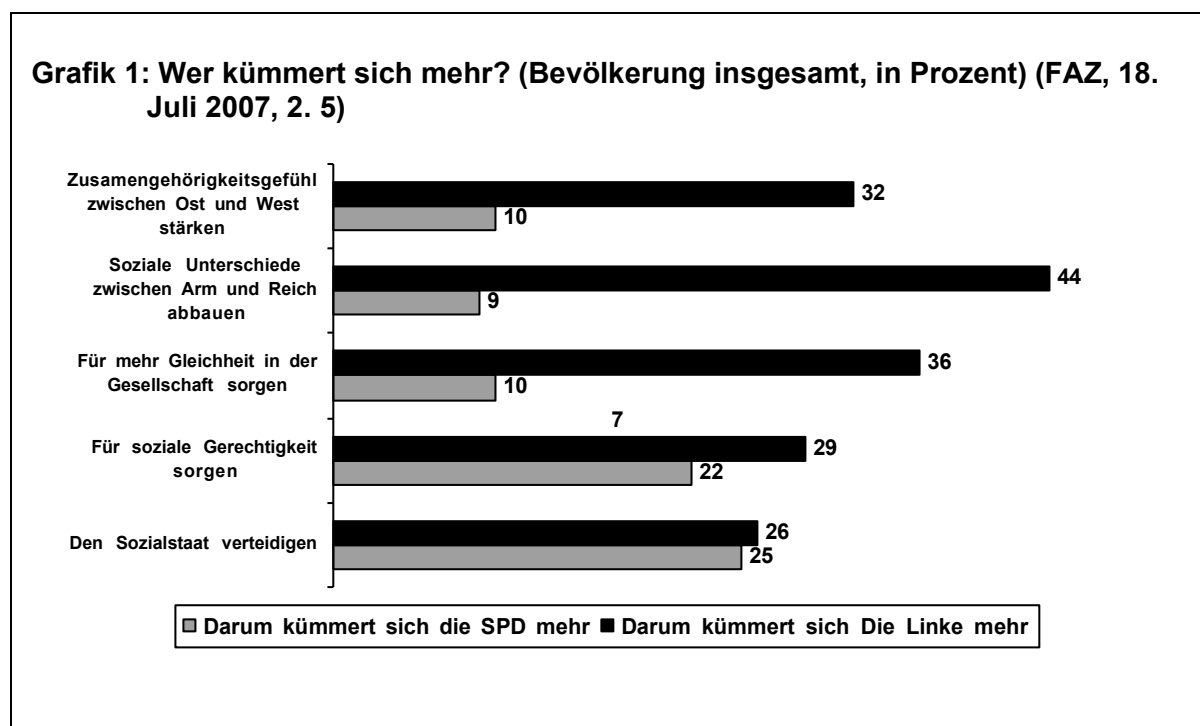
- « Analyse de l'idéologie néolibérale et développement d'alternatives » ;
- Alliance contre le néolibéralisme dans la société, « qui rassemble les salariés hautement qualifiés comme les travailleurs précaires ou à temps partiel, les chômeurs, les travailleurs indépendants et les chefs d'entreprise à orientation sociale » ;
- Travail en commun stratégique « avec les forces syndicales, les mouvements sociaux qui critiquent la mondialisation et d'autres, les initiatives sociales critiques et les représentants progressistes des milieux scientifiques et culturels qui sont actifs contre le néolibéralisme et les rapports de domination dans la société »;
- La liaison entre l'activité parlementaire et extraparlementaire ;
- L'unité entre critique sociale, développement d'alternatives et revendications pour les mettre en œuvre ;
- Participation gouvernementale comme « un moyen de négociation politique et de création sociale, si les conditions pour cela sont réunies et si la gauche reste identifiable grâce à des projets alternatifs de gauche »;
- Alliances parlementaires avec d'autres forces politiques ;
- Agir dans le parti de la gauche européenne.¹¹

⁹ (note du traducteur) Dans le système politique allemand, seuls les partis obtenant 5% des suffrages participent à la répartition proportionnelle des sièges et peuvent ainsi constituer un groupe parlementaire. La règle vaut pour le niveau fédéral et dans les *Länder*. Mais la complexité du système électoral fait que des députés peuvent être élus individuellement sans que leur parti atteigne les 5%.

¹⁰ (note du traducteur) Depuis que cet article a été rédigé, *Die Linke* a poursuivi sa percée à l'Ouest. En Basse Saxe (capitale : Hanovre), elle a obtenu 7,1% des voix, et 5,1% dans la Hesse, le *Land* où se situe Francfort. Ces résultats viennent d'être confirmés à Hambourg (6,5% le 24 février).

¹¹ http://die-linke.de/partei/dokumente/programmatische_eckpunkte/iv_fuer_einen_richtungswchsel/.

Le parti *Die Linke* propose aux syndicats de se libérer des liens unilatéraux avec le SPD. Avec *Les Verts*, il est de plus en plus le partenaire le plus important au *Bundestag* et dans nombre de *Länder* pour de nombreux mouvements sociaux. Il a remis avec efficacité à l'agenda politique officiel des revendications de gauche comme le salaire minimum, les retraites pour les personnes sans ressources, le refus à la participation aux guerres. L'essor actuel de la *Linkspartei* peut conduire à un changement fondamental dans le système



des partis. Comme le note Thomas Petersen, de l'*Allensbacher Institut* : « On reconnaît la profondeur de l'impact de la gauche dans le champ du SPD au fait que des compétences, que la population a reconnues au SPD depuis des décennies, sont aujourd'hui accordées au même titre au minimum à la *Linkspartei*¹². » Le graphique 1 montre clairement qu'il s'agit en fait d'un euphémisme, tout au moins pour les questions sociales. Pour beaucoup de partisans du SPD, il n'y a plus de doute, 40% d'entre eux approuvent même l'affirmation selon laquelle le SPD a renié ses origines, qu'il n'est plus le parti des petites gens et des travailleurs, et ne se soucie plus que des intérêts de l'économie.¹³

Ce qui s'est esquissé pour la première fois au cours des élections de 2005 peut être constaté maintenant dans la durée : dans l'opinion, la *Linkspartei* est presque sur un pied d'égalité avec le SPD pour les orientations de gauche classiques : l'État social, la justice, le dépassement du clivage riches-pauvres. Dans ces domaines clefs, le SPD a cessé d'être l'interlocuteur principal, notamment pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale.

Ces succès de la *Linkspartei* ne pourront cependant être stabilisés que si la capacité à incarner les intérêts et les thèmes aujourd'hui dominés va de pair avec la capacité de contribuer à la mise en œuvre d'une autre politique. Le succès donne des responsabilités. Ce qui sera décisif pour la *Linkspartei* sera de réussir à promouvoir un changement d'orientation politique en Allemagne. Cela n'est possible que dans le cadre d'une alliance entre le centre et la gauche.

Possibilités d'une alternative de centre/gauche

¹² Thomas Petersen, « Der Zauberklang des Sozialismus. Die Aussagen der Linken fallen auf fruchtbaren Boden », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 juillet 2007.

¹³ Ebenda.

Contrairement à ce que l'on croit le plus souvent, le tiers supérieur de la société allemande est divisé sur le plan économique et politique, alors qu'il y a unité dans le bas. Cela constitue un des résultats de l'étude « La société dans le processus de réforme » faite par *Infratest Sozialforschung*, Berlin, à la demande de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*. À partir d'interviews qualitatives et de questionnaires quantitatifs, neuf groupes sociaux ont été étudiés. Ils sont présentés brièvement dans la suite selon leur situation sociale¹⁴ (Tableau 1).

Quatre de ces groupes appartiennent aux classes moyennes supérieures, au sens très large, (45%), trois aux classes moyennes inférieures (29%) et trois aux classes inférieures. Le critère retenu a été la perception d'un possible déclassement : la classe moyenne supérieure se sent capable de résister, le groupe moyen se sent menacé, le bas de l'échelle n'estime n'avoir aucune chance réaliste d'ascension. Les données relevées en 2006 donnent une vue relativement précise des attitudes de groupes politico-sociaux importants de la population de la République fédérale. Ce qui manque dans ce tableau, ce sont les groupes petits mais terriblement influents des élites qui dominent l'économie, la politique, le droit, la culture et les appareils sécuritaires. Ils constituent le véritable haut qui contrôle la société.¹⁵

Tableau 1: Groupes sociaux en Allemagne (selon des critères sociaux et avec indication de leur part dans la population totale)¹⁶

Couches moyennes supérieures	<i>Orientés vers la performance individuelle</i> 11 %	Statut social élevé, qualification élevée, souvent dans des fonctions de direction dans l'économie privée, beaucoup de professions libérales, beaucoup d'hommes. Beaucoup d'indépendance dans le travail, salaires élevés, souvent assurances privées pour la retraite. Orientation matérielle, recherche de liberté et d'indépendance, orientés vers la performance et délimitation des valeurs solidaires et traditionnelles.
	<i>Investis de grande responsabilité et orientés vers la performance</i> 15 %	Bon statut social, beaucoup de professionnels très qualifiés, contremaîtres, maîtres. Situation financière bonne, grande responsabilité professionnelle, satisfaction professionnelle. Orientation matérielle, niveau élevé de satisfaction, forte orientation vers la performance, opposés à l'intervention de l'État, peu de goût pour les valeurs de solidarité.
	<i>Élites intellectuelles critiques</i> 9 %	Statut social le plus élevé, niveau d'éducation élevé, souvent dans les services publics. Revenus très élevés, beaucoup de responsabilité professionnelle et de mobilité Ouverts aux changements sociaux, veulent une société ouverte, tolérante et surtout solidaire, favorables à un État social et régulateur.
	<i>Citoyens engagés</i> 10 %	Statut social élevé, niveau élevé d'éducation, beaucoup d'employés dans les services publics et les professions socioculturelles. Revenus élevés, niveau élevé de satisfaction et de sécurité Ouverts au changement, ils veulent une société ouverte et surtout solidaire,

¹⁴ Cf. Vgl. Neugebauer, Gero, *Politische Milieus in Deutschland. Die Studie der Friedrich-Ebert-Stiftung*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf, 2007. Rita Müller-Hilmer, *Gesellschaft im Reformprozess*. Friedrich-Ebert-Stiftung 2006 (http://www.fes.de/inhalt/Dokumente/061017_Gesellschaft_im_Reformprozess_komplett.pdf, S. 20 ff.).

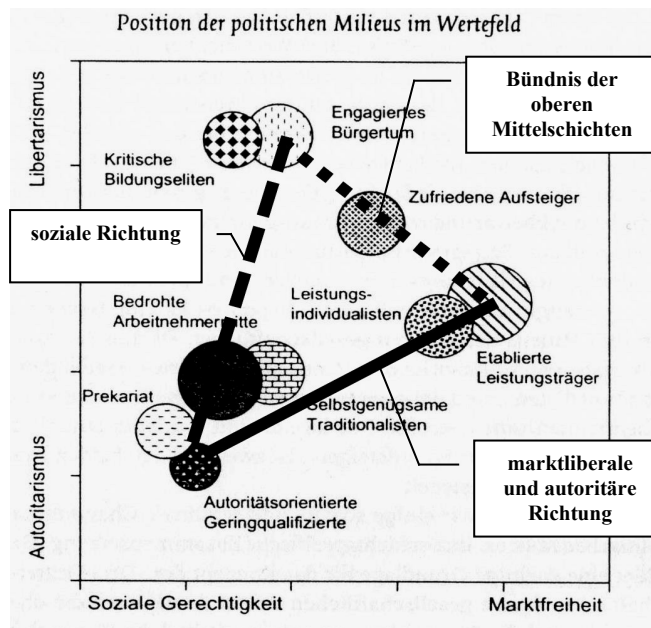
¹⁵ Hans Jürgen Krysmanski, *Hirten & Wölfe. Wie Geld- und Machteliten sich die Welt aneignen oder: Einladung zum Power Structure Research*. Münster 2004.

¹⁶ Le statut renvoie à l'origine familiale. Il apparaît ainsi clairement que les membres de « l'élite intellectuelle critique » viennent de familles ayant terminé leurs études supérieures et ayant de bons salaires.

		veulent un État social et condamnent l'abus social, parfois orientés vers la religion.
Classes moyennes inférieures	<i>Satisfaits parce qu'en situation d'ascension sociale</i> 13 %	Statut social moyen, issus de milieux modestes. Satisfaction professionnelle très élevée, beaucoup d'initiative dans le métier. Revenus légèrement au-dessus de la moyenne et forte satisfaction financière, se voient du côté des gagnants. Favorables au libre jeu du marché et en même temps demandeurs d'un maximum de transferts sociaux, simultanément sensibles à la performance et à la solidarité.
	<i>Salariés moyens menacés</i> 16 %	Statut social moyen, scolarité simple ou moyenne, travailleurs qualifiés ou simples employés. Peu d'espace de création dans le métier, rapports de travail traditionnels (salaires, sécurité, temps de travail prescrit). Revenus légèrement en dessous de la moyenne, beaucoup d'insécurité Veulent d'un État régulateur, qui garantisse une large sécurité, réagissent fortement à l'insécurité à partir de représentations autoritaro-ethnocentriques.
Classes inférieures	<i>Traditionalistes (auto)limitent leurs aspirations</i> 11 %	Statut plutôt modeste, issu de milieux modestes, le plus souvent scolarité simple, beaucoup de retraités, de femmes. Peu de revendication relatives au travail et faible satisfaction. Revenus largement inférieurs à la moyenne, forte insécurité. Veulent un État dédié au bien commun, condamnent les abus sociaux, ont massivement des points de vue autoritaro-ethnocentriques.
	<i>Faiblement qualifiés, orientés autorité</i> 7 %	Statut plutôt modeste, souvent résultat d'une petite ascension, beaucoup de retraités, de femmes. Souvent occupation peu qualifiée, sans apprentissage, massivement confrontés au chômage, satisfaction professionnelle relative. Revenus largement inférieurs à la moyenne, souvent dépendant des transferts sociaux de l'État, crainte de perdre leur modeste bien-être. Vivre est perçu comme un combat, forte insécurité et sollicitation de la société, focalisation sur l'autorité, points de vue autoritaro-ethnocentriques. Polarisation riches-pauvres.
	<i>Précarité ayant décroché</i> 8 %	Statut social bas, souvent expérience de déclassement, fort taux de chômage, 25% dans l'est de l'Allemagne. Souvent activité professionnelle simple ou moyenne, forte insécurité et insatisfaction, grande insécurité financière, souvent endettés, importants soucis pour l'avenir. Se vivent en marge et comme des perdants, peu d'autonomie. Souhaitent une société orientée vers le bien-être et un État régulateur, réagissent à l'insécurité avec un ethno-centrisme ouvertement affirmé.

Le projet néolibéral peut être compris comme une alliance entre couches moyennes supérieures, sous l'hégémonie des groupes fortement ancrés dans l'économie privée et orientés vers la performance individuelle. Sa faiblesse est son ancrage insuffisant dans le milieu et le bas de l'échelle sociale. La percée de *Die Linke* dans les couches moyennes de salariés menacés et du précarité a conduit à un tournant dans la pensée des élites allemandes après les élections fédérales de 2005.

Grafik 2: Alternative Mehrheiten für Richtungsentscheidungen



Cela explique la tentative de plus en plus évidente des conservateurs (CDU/CSU), sous la direction de la chancelière fédérale Angela Merkel, de donner une base sociale au projet néolibéral par l'intégration sélective de revendications sociales des couches moyennes menacées de la société et des couches inférieures. « L'effort doit à nouveau valoir la peine » devient alors le maître-mot. Des mesures sont prises pour réformer le système de formation, renforcer la protection sociale. Il est mis fin à la politique de baisse des salaires et des revenus et d'équilibre budgétaire. En même temps, on accélère le pas vers un État sécuritaire et on met l'accent sur l'alliance avec les États-Unis. Mais les sociaux-démocrates et les verts ont aussi pris de plus en plus leurs distances en 2007 avec une politique

sociale et économique néolibérale. Le SPD a, tout au moins en paroles, opéré un glissement de ses positions vers la gauche et les verts ont développé des propositions pour la réforme des systèmes de sécurité sociale assez proches de celles de la *Linkspartei*. À partir de là existe la possibilité d'une offre politique commune au SPD, aux Verts et à la *Linkspartei* pour des réformes sociales et démocratiques.

Comme le montre le tableau ci-après, les deux coalitions, l'une conservatrice/libérale, l'autre sociale-démocrate /verte/gauche peuvent compter sur des soutiens dans les parties supérieures et inférieures des classes moyennes et en bas de l'échelle sociale. Dans le détail, il apparaît cependant clairement que les projets respectifs seraient portés par des groupes très différenciés.

Milieus sociaux	CDU/CSU et FDP	SPD, les Verts et <i>Die Linke</i>
(1) Orientés vers la performance individuelle	4,84	3,85
(2) Investis de responsabilités et orientés vers la performance	8,1	3,75
« <i>Groupes néolibéraux</i> » (1 et 2)	12,94	7,6
(3) Élités intellectuelles critiques	1,17	6,39
(4) Citoyens actifs	2,9	5,5
<i>Groupes sociaux libéraux</i> (3 et 4)	4,07	11,89
Tiers supérieur de la société, total	17,01	19,49
(5) Satisfaits car en situation d'ascension sociale	6,11	4,68
(6) Salariés moyens menacés	4,96	7,36
Tiers intermédiaire de la société, total	11,07	11,94
(7) Couches traditionnelles peu ambitieuses	4,07	3,85
(8) Faiblement qualifiés sensibles à l'autorité	2,45	2,45
(9) Précarité décroché	1,44	3,52
Tiers inférieur de la société, total	7,96	9,82

Partisans de chacune des coalitions, en % des électeurs	36,04	41,35
--	--------------	--------------

Contours pour des réformes alternatives

Wolfgang Fritz Haug écrit dans le dictionnaire historico-critique du marxisme, à propos d'Antonio Gramsci, qu'une formation de classe est historiquement progressive grâce à sa productivité historique, c'est-à-dire à sa capacité de promouvoir un régime politico-économique lui permettant d'entraîner toute la société, non seulement en satisfaisant les besoins sociaux de base, mais aussi en élargissant sa force motrice par une appropriation continue de nouveaux secteurs d'activités industrielles productives pour répondre aux attentes en matière de perspectives individuelles de vie.

Quels sont les projets qui peuvent pousser la société en avant ? Il va de soi qu'ils doivent satisfaire les besoins de base, mais comment les rendre productifs ? Produisent-ils davantage de liberté, d'autonomie de décision, de conditions pour la créativité individuelle et une communauté vivante ? Peut-on fonder sur eux un rassemblement de forces, capable d'agir de façon transformatrice et de résister à des conflits violents, ou la réalité est-elle réellement « immunisée contre toutes les tentatives de concevoir le vivre ensemble de façon plus humaine »¹⁷?

La possibilité existe-t-elle de défier le néolibéralisme et le capitalisme financier par des « pratiques contre-hégémoniques », qui « tentent de désarticuler l'ordre actuel, pour établir une autre hégémonie » ?¹⁸ S'il est vrai que « l'humus social sur lequel la nouvelle gauche peut prospérer est la peur épidémique de déclassement et la préoccupation grandissante à propos des processus de désintégration de la société civile qui s'accélèrent »¹⁹ – en quoi consistent alors les réponses positives ?

Comment peut-on traiter l'insécurité générale, qui a émergé pour presque tout le monde parce que des groupes sociaux étaient privés de l'accès aux biens de base nécessaires à une vie digne ? Comment dépasser « l'économie politique de l'incertitude » (Zygmunt Baumann), qui a été la conséquence de la dérégulation de l'économie et qui rend une intervention si difficile ?²⁰

Comment concevoir des projets qui rassemblent largement le bas de l'échelle sociale et les classes moyennes inférieures des ouvriers et des employés menacés avec ceux que l'on peut désigner comme les « citoyens établis » et les « élites intellectuelles critiques » de la culture ? Comment ceux-ci voient-ils la « révolution copernicienne » que représente l'engagement solidaire pour des droits sociaux globaux ? Et comment tout cela garantit-il le passage du néolibéralisme autoritaire, qui présente la dérégulation et les privatisations comme des contraintes insurmontables, à une démocratisation sérieuse et une large participation ? Qui veut résoudre sérieusement le problème des couches défavorisées et du sous-prolétariat contemporain doit changer en même temps l'exercice du pouvoir et la politique sociale et économique. Lutz Brangsch écrit à ce propos :

« Nous serons de plus en plus confrontés à une désintégration de la société d'un côté, et à des tendances croissantes à la répression de l'autre. Dans ce contexte, il est nécessaire de

¹⁷ Zygmunt Baumann, *Leben in der Flüchtigen Moderne*, Frankfurt am Main 2007.

¹⁸ Chantal Mouffe, conversation avec Elke Wagner. Dans *Und Jetzt ?*.

¹⁹ Ingar Solty, *Transformation des deutschen Parteiensystems und europäische historische Verantwortung der Linkspartei*. A. a. O.

²⁰ « Aujourd'hui, dans l'ère du capitalisme triomphant (...) on peut dire que le reste de la société humaine ne peut être libéré de la peur ambiante, de la frayeur et de l'impuissance qui l'entoure, que si sa partie la plus pauvre est libérée de la misère. » Zygmunt Baumann, *Die Krise der Politik. Fluch und Chance einer neuen Öffentlichkeit*, Hamburg, 2000.

combiner comme autant de pierres d'angle des revendications pour la démocratisation dans le domaine politique, l'imposition de systèmes de sécurité sociale contre la pauvreté, et des politiques structurelles actives pour l'emploi. Un réseau développé de services publics, qui doivent être accessibles sans discrimination et sans restriction (éducation, culture, services publics de transports de proximité) est une dimension décisive d'une telle contre-stratégie. »²¹

Si ceci est vrai, alors la rénovation des secteurs publics pourrait constituer le projet commun le plus important d'une transformation écologique et sociale. Cela inclut la construction d'une économie solidaire et démocratique, une vision de l'éducation, de la culture et des services de santé comme tâches clefs d'un vivre ensemble dynamique et colonne vertébrale d'une vie individuelle et partenariale conçue comme autonome. On a là les éléments d'un véritable « échafaudage » d'une vie dans la liberté.

Reclaim the Public! – « Réappropriiez-vous la chose publique » – pourrait être le mot d'ordre commun des forces très diverses agissant pour le changement de cap écologique et social. Cela montrerait en même temps que les services publics constituent la base d'un développement économique innovant et dynamique, qui produit de la cohésion sociale et protège la nature.

Les conditions d'un changement de cap social et politique peuvent être créées. De nombreux acteurs peuvent y contribuer. *Die Linke* est seulement un de ces acteurs – mais important. Mais dans quelle mesure ce parti est-il lui-même préparé pour contribuer avec succès à ce changement ? Il lui reste à le montrer. Va-t-il apprendre à naviguer à contre-courant avec succès et à déterminer en pleine conscience le cap et à le maintenir, en visant le changement d'orientation urgent de la politique sociale en Allemagne et en Europe²². Pour cela, il faudra cultiver l'art d'une *Realpolitik* radicale.

Traduction : Louis Weber

²¹ Lutz Brangsch, « Perspektiven des Sozialen - Strategische Fragen. Von der Produktion der „Unterschicht“ in Deutschland - Warum gerade jetzt diese Diskussion ? », *RLS*, décembre 2006 (<http://www.rosalux.de/cms/index.php?id=4613>).

²² La clarté dans les objectifs est la condition de toute élaboration stratégique concrète. Voir à ce sujet : Joachim Raschke, « Politische Strategie. Überlegungen zu einem politischen und politologischen Konzept ». Dans Frank Nullmeier; Thomas Saretzki, *Jenseits des Regierungsalltags. Strategiefähigkeit politischer Parteien*. Frankfurt et New York, Campus Verlag, 2002.